

Littératie, ruralité et développement : *analyse des besoins*

- Rapport de recherche -

Université du Québec à Rimouski

CÉR-113-868



LE LIMIER

Littératie Illustrée : Intervention en Éducation et Recherche



Sébastien Ouellet, Ph. D.

3 juin 2021

Littératie, ruralité et développement : analyse des besoins

Table des matières

Résumé	3
1. Contexte et problématique	4
1.1 La dévitalisation des milieux ruraux	4
1.2 Les faibles compétences en littératie	5
1.3 L'accès à la culture	6
2. Concepts de référence	7
2.1 La ruralité	7
2.1.1 La nouvelle ruralité	8
2.2 La littératie communautaire	9
2.3 Le capital culturel	11
3. Méthodologie	13
3.1 Un cas représentatif : la MRC de L'Islet	13
3.1.1 L'échantillon	13
3.1.2. La collecte et l'analyse des données	14
4. Résultats	15
4.1 Sélection du territoire et du projet	15
4.2. Les indicateurs multisectoriels	16
A) L'Indice de vitalité économique	17
B) L'indice de défavorisation matérielle et sociale	18
C) Le niveau de scolarité de la population	21
D) Le niveau de littératie des adultes	21
E) L'accès à la culture	23
4.3. Les réponses aux entretiens	25
4.4. Pistes de réflexion et d'action	26
5. Discussion et pistes d'action	28
Conclusion	35
Annexe I	36
Annexe II	38
Bibliographie	39

Résumé

La vision de l'UNESCO concernant la culture et l'éducationⁱ (UNESCO, 1990, 2005) souligne l'importance d'un enjeu vécu dans plusieurs régions du Québec et du Canada, caractérisées par un indice de dévitalisation élevé, qui font face à un défi important en matière de littératie et de développement culturel (Nicholls, 2005 ; Statistique Canada, 2012). Cet enjeu est lié à la survie même de ces petites communautés. Or, la mise à profit de la littératie et un bon accès à la culture offrent des possibilités qui paraissaient inaccessibles aux milieux ruraux, notamment en raison de leur éloignement avec les grands centres urbains où se trouvent davantage d'institutions d'enseignement ou à vocation culturelle (Saire, 2016).

Nous présentons le cas d'une recherche fondée sur l'analyse des besoins locaux et qui met en évidence le rôle que peuvent jouer l'éducation et la culture dans le développement des individus et des collectivités. Pour ce faire, nous avons sélectionné un territoire rural considéré comme dévitalisé (ISQ, 2021a). La mise en commun des indicateurs multisectoriels et de résultats d'entretiens nous a permis de proposer des pistes de réflexion et d'action afin de mieux comprendre le phénomène de la littératie en milieu rural dévitalisé.

1. Contexte et problématique

Penser à l'éducation en fonction de l'adulte de demain conduit inévitablement à réfléchir aux conditions sociales et culturelles dans lesquelles évoluent les individus, notamment ceux des régions dites éloignées qui doivent néanmoins composer avec un environnement qui demande des compétences en lecture et en écriture. Ceci est particulièrement vrai dans un contexte où l'information est omniprésente et l'utilisation des connaissances est assurément déterminante au regard de l'épanouissement individuel et collectif. En ce sens, plusieurs communautés rurales du Québec (Canada) font face à des défis qui se rapportent directement à la littératie, soit la « capacité d'une personne, d'un milieu et d'une communauté à comprendre et à communiquer de l'information par le langage sur différents supports pour participer activement à la société » (Lacelle, Lafontaine, Moreau & Laroui, 2016). Ainsi, notre recherche met l'accent sur des enjeux fondamentaux pour le développement de la littératie chez les individus qui composent ces collectivités.

1.1 La dévitalisation des milieux ruraux

Comme le soulignent Gelineau, Pagès, Desgagné, Gaudreau, Fréchette & Morency-Carrier (2018), « La pauvreté et les problèmes sociaux ne sont pas qu'une question urbaine logée au pied des barres d'immeuble ou dans les quartiers dégradés de nos métropoles, ils sont aussi une question rurale logée au cœur des rangs, hameaux et villages. » (p. 2). Or, la dévitalisation des milieux ruraux est un phénomène socioéconomique bien connu des gens provenant de régions éloignées des centres urbains :

[elle] prend souvent la forme d'une spirale régressive : la fermeture de la principale entreprise locale ou le déclin du secteur économique dominant (la mine, la forêt, la pêche) provoque une chute de l'emploi; celle-ci amène la migration des populations actives ; le déficit démographique occasionne la disparition ou la désorganisation des services qui, à leur tour, renforcent la tentation de partir chez ceux et celles qui étaient restés. Le village cesse de se développer, il stagne, on trouve moins d'initiatives, son tissu social et sa structure économique s'effritent, puis il se dépeuple inexorablement. (Vézina, Blais & Michaud, 2003, p. 4)

Duxbury & Campbell (2011) le montrent bien, partout dans le monde les régions rurales vivent une transition importante, notamment en raison de leur dépeuplement et du vieillissement de leur population. Face à ces défis, des régions sont appelées à développer un nouvel esprit de

diversification, de coopération et d'innovation (p.111-112). La situation problématique dont il est question affecte également l'accès à la culture dans les régions dites dévitalisées dans lesquelles on retrouve peu ou pas du tout d'institution à caractère culturel.

1.2 Les faibles compétences en littératie

La notion de littératie tend à englober plusieurs compétences qui incluent « [...] l'usage de la langue orale ou écrite, de textes littéraires, de textes numériques, de textes scientifiques, de textes financiers, de textes scolaires, etc. » (Moreau, Hébert, Lépine & Ruel, 2013). On peut considérer que la culture fait partie de la littératie puisque celle-ci est constituée de toutes les compétences requises pour bien fonctionner en société (Hébert & Lafontaine, 2010, p. 86). Ainsi, on constate que la littératie ne se limite plus à la capacité de lire et englobe maintenant des habiletés nécessaires tout au long de la vie afin d'atteindre des objectifs personnels et sociétaux (Berger & Desrochers, 2011).

Le problème de la littératie comporte donc des dimensions individuelle et collective, tant sur le plan de la santé que sur le plan économique (Statistique Canada, 2016b). En effet, pour Hébert & Lafontaine (2010), « le niveau de compétence en littératie figure parmi les principaux facteurs pouvant expliquer la réussite scolaire des élèves du primaire et du secondaire, tout comme la qualité de vie des adultes qu'ils deviendront. En effet, le manque d'habileté en littératie réduirait non seulement le niveau de santé des adultes, mais également leurs opportunités d'emploi, d'engagement social [...] » (CCA, 2007, p. 86, cité par Hébert & Lafontaine, 2010, p. 3). En effet, les personnes dont le taux de littératie est faible sont plus à risque de souffrir de problèmes de santé, d'être victimes d'accidents de travail, de toucher de plus faibles revenus ou encore d'être au chômage (Langlois, 2012).

Le faible niveau de scolarité est un autre facteur qui est déterminant dans le développement des individus et dans leur participation à l'épanouissement collectif : « À l'opposé des adultes présentant un niveau de compétence élevé, ceux qui présentent de faibles compétences «risquent de se voir piégés dans une situation où ils ne peuvent que rarement bénéficier de formation, et où leurs compétences restent médiocres ou se détériorent avec le temps, ce qui les empêche encore davantage de participer à des activités d'apprentissage » (OCDE, 2013, p. 36, dans Desrosiers, Nanhou, Ducharme, Cloutier-Villeneuve, Gauthier & Labrie, 2015, p. 145). Or, l'enquête menée par le Programme

pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA, 2012)ⁱⁱ montre justement que près de la moitié des Québécois (48.8%) qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires éprouvent de grandes difficultés en littératie (niveau 1) et que 36,8% sont de niveau 2, les niveaux 1 et 2 étant les plus faibles. À l'inverse, les compétences en littératie sont de plus en plus grandes à mesure que le niveau de scolarité augmente (Desrosiers & al., 2015, p. 81). De même, l'enquête révèle que l'âge et le niveau de scolarité des parents favorisent également les compétences en littératie. La recherche a démontré que les niveaux de littératie plus faibles sont associés à une plus grande probabilité de faible revenu et à des facteurs de dévitalisation (PRECA, 2016; Statistique Canada, 2012, 2016).

1.3 L'accès à la culture

Bon nombre de recherches montrent les liens entre la proximité des espaces et des ressources avec les pratiques culturelles de la population (Dick, Jeanotte & Hill, 2019; Saire, 2016) et la « reproduction des héritiers » témoignant des pratiques culturelles transmises d'une génération à l'autre (Albright et Luke, 2008; Bourdieu, Passeron, 1964, 1970; De Varennes, 2017; Grenfell, 2009). Les parents sont des vecteurs de cette transmission, notamment en ce qui a trait aux pratiques culturelles et à l'utilisation des infrastructures. Pour Bernier,

Une infrastructure culturelle est un bâtiment, [...] un lieu physique qui a une longue durée de vie utile, dont la création comporte une période de gestation importante, qui n'a pas de substitut pertinent à court et à moyen terme, qui est doté de moyens matériels spécialisés, qui est majoritairement dédié à la réalisation d'une fonction culturelle de création, de production, de diffusion/distribution, de formation ou de conservation et qui joue un rôle spécial de soutien à d'autres facteurs de production dans les domaines culturels [...] (2010, p. 9-10)

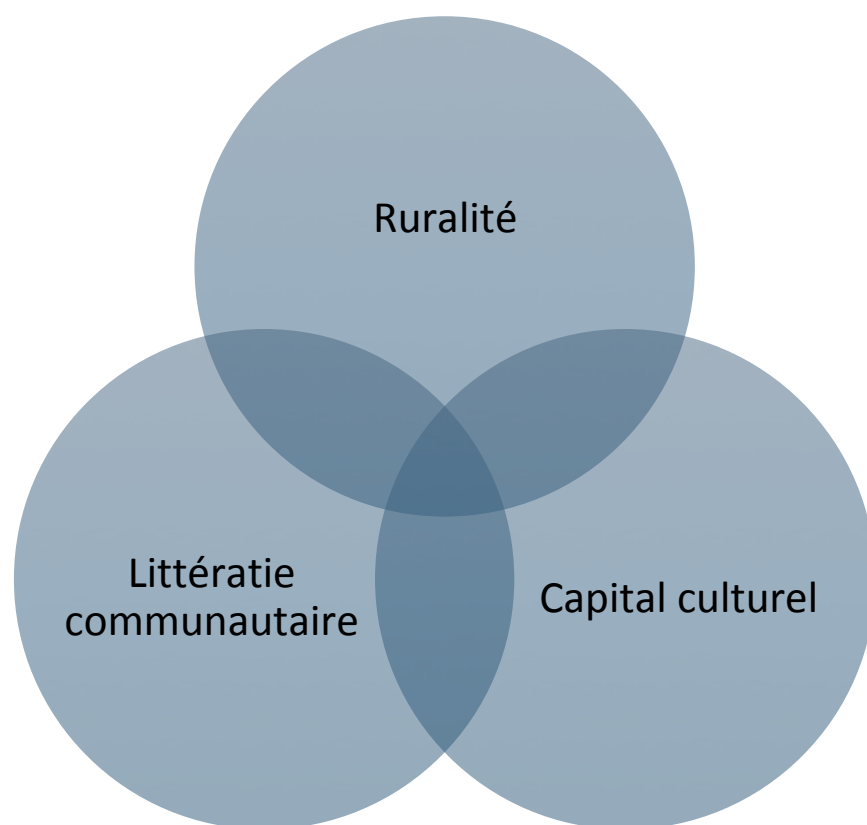
Davantage qu'un lieu physique, les infrastructures jouent un rôle de levier important de la culture (Statistique Canada, 2011a, 2011b) et même comme un indicateur du niveau de culture d'une collectivité (Détrez, 2005). Or, on peut se demander quelles sont les effets de la présence ou de l'absence d'établissement culturels structurants dans l'accès à la culture des communautés rurales.

En considérant ces dimensions caractérisant le phénomène de la littératie en milieu rural dévitalisé, nous avons été en mesure de formuler une question de recherche à laquelle sont associés des objectifs précis : 1- Quelles sont les caractéristiques d'un milieu rural dévitalisé en matière de littératie et d'accès à la culture? 2- Comment peut-on modéliser ce phénomène afin de mieux le comprendre? 3- Quelles interventions sont pertinentes dans un tel contexte?

2. Concepts de référence

La problématique à l'origine de cette étude permet de dégager trois déterminants de la littératie en milieu rural dévitalisé : 1- la ruralité; 2- la littératie communautaire; 3- le capital culturel (figure 1). Ces trois dimensions fondamentales de la recherche constituent un cadre de référence pour notre démarche. D'abord, le point de départ de notre recherche est la ruralité, notion associée au contexte qui a une influence importante sur les autres phénomènes : la littératie communautaire et le capital culturel.

Figure 1 : Déterminants de la littératie en milieu rural dévitalisé



2.1. La ruralité

D'abord, on associe généralement la ruralité à la démographie : sont reconnues comme rurales les localités de 3000 habitants et moins (Dugas, 2017). Toutefois, définir la ruralité n'est peut-être pas aussi simple : il apparaît important de tenir compte de l'aménagement du territoire (Domon, 2017, Rieutort, 2012), mais aussi de l'aspect social et identitaire. Dès les années 1990, Bruno Jean (1997) proposait une définition qui associe justement la ruralité à « une forme territoriale de vie sociale

[...] ; un rapport spécifique à la localité [...] ; un esprit communautaire original » (p. 28). Dans cet ordre d'idées, la vision qui guide notre démarche est assurément celle du développement durable (*sustainable development*) (Duxbury & Jeannotte, 2011).

2.1.1. La nouvelle ruralité

Au cours des dernières années, l'opposition classique urbanité/ruralité s'est complexifiée et est devenue porteuse d'une reconfiguration « sociospatiale » (Jean, 2012, p. 103) ou « socioterritoriale » (Guimond., Simard & Gilbert, 2020, p. 41). Rieutort (2012) parle de cette mutation de la ruralité comme d'une « rurbanisation » :

Les « ruraux » adoptent les mêmes modes de vie, les mêmes mobilités et représentations que les citadins tandis que les catégories socioprofessionnelles se diversifient conduisant à la marginalisation des agriculteurs ; désormais le rural n'est plus l'agricole et l'on passe d'une société d'interconnaissance à un système plus ouvert et plus éclaté (dissociation des lieux de résidence et d'emploi, résidences alternantes). (p. 3)

De plus en plus, ville et campagne sont des milieux complémentaires et interdépendants, notamment en raison de la multiplicité des lieux de résidence et d'appartenance (Rieutort, 2012). D'une part, de nouveaux ruraux s'établissent en campagne et côtoient des citoyens déjà établis, certains depuis plusieurs générations. D'autre part, cette cohabitation « engendre aussi de nouvelles alliances construites autour d'intérêts et de projets communs [...] [qui] obligent à revoir les façons de penser et de faire. Ils incitent à s'interroger sur le devenir de l'espace rural et à renforcer, dans une certaine mesure, la réflexion actuelle et prospective à son égard. (Guimond., & al., 2020, p. 41)

Or, dans ce nouvel écosystème rural, les dimensions éducative et culturelle jouent un rôle important : « La valorisation de la culture est souvent au cœur des activités qui participent à la renaissance rurale tout en contribuant à la diversification économique de ces milieux » (Jean, Dionne, Desrosiers, 2009, p. 61). En effet, plusieurs études de cas montrent que le contexte communautaire et l'activité culturelle est un élément fondamental des nouvelles collectivités rurales et du renouveau communautaire (Duxbury & Campbell, 2011). C'est pourquoi, dans notre étude, la littératie et l'accès à la culture apparaissent comme étant les pivots de cette nouvelle ruralité. De plus, cette orientation met en relief l'importance des tiers comme lieu d'émancipation (Guimond. & al., 2020, p. 41), ces lieux qui sont définis en grande partie par « la réalité cachée des populations oubliée de la campagne » (Philo, 1992, cité par Guimond & al., 2020, p. 41).

2.2. La littératie communautaire

La littératie se définit comme étant « [...] l'ensemble des activités humaines qui impliquent l'usage de l'écriture, en réception et en production [...] au service de pratiques, qu'elles soient techniques, cognitives, sociales ou culturelles. » (Jaffré, 2004, dans Hébert et Lafontaine, 2010, p. 3-4). En plus de la connaissance de la langue (vocabulaire, syntaxe, ponctuation, structures de texte), la notion de littératie tend à englober plusieurs compétences qui incluent « [...] l'usage de la langue orale ou écrite, de textes littéraires, de textes numériques, de textes scientifiques, de textes financiers, de textes scolaires, etc. » (Moreau, Hébert, Lépine & Ruel, 2013). Selon le Conseil supérieur de l'éducation du Québec (2013), ce concept a été redéfini pour mieux cerner les compétences réelles des adultes, autrement qu'à partir de la scolarité ou d'une autodéclaration de compétences, facilitant ainsi des comparaisons entre des régions et des pays :

[...] les compétences en lecture sont comprises dorénavant dans un continuum de compétences, d'un niveau faible à un niveau élevé : « [...] on a donc cherché à donner une mesure plus directe des compétences individuelles avec des tâches de lecture plus ou moins complexes, à l'aide de documents de la vie de tous les jours, afin d'obtenir des résultats qui traduisent des niveaux de compétence » (p. 7).

Ces compétences forment un continuum allant du niveau 1, correspondant à de grandes difficultés à lire et à écrire, au niveau 5 correspondant à un lecteur capable d'effectuer une lecture complexe (Desrosiers & al., 2015).

Tableau 1 : Les niveaux de littératie

Niveau 0	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5
Connaître le vocabulaire de base.	Comprendre des textes courts présentant une seule information.	Faire le lien entre le texte et l'information, dans un texte avec deux informations ou plus.	Lire des textes denses ou longs nécessitant d'interpréter et de donner du sens aux informations.	Évaluer des textes longs et complexes exigeant des connaissances préalables.	Savoir intégrer, évaluer, synthétiser plusieurs textes et leurs subtilités. Nécessite des connaissances préalables spécialisées et la compréhension de la logique et des concepts.

Source : Fondation Lire pour réussir (2021) : <https://lire-reussir.org/la-litteratie/>

Ces compétences sont développées à l'école et en dehors de l'école, en particulier lorsqu'il s'agit de littératie numérique ou médiatique (Lebrun, Lacelle & Boutin, 2012). Pour Langlois (2012), les bienfaits d'un taux élevé de littératie dans une population sont nombreux : 1) Les individus participent plus activement à la prospérité économique. 2) Les individus sont plus informés et instruits, ce qui joue un rôle de premier plan dans le bon fonctionnement de la démocratie. 3) Les individus et la population jouissent de niveaux de bien-être et de santé plus élevés. En effet, les personnes dont le taux de littératie est faible sont plus à risque de souffrir de problèmes de santé, d'être victimes d'accidents de travail, de toucher de plus faibles revenus ou encore d'être au chômage.

Pour les besoins de la présente recherche, nous nous référons à l'enquête internationale du PEICA (OCDE, 2012; Desrosiers & al., 2015), précisément la partie accordée au Canada et au Québec, qui trace un portrait complet des compétences des adultes dans trois domaines : en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques. Dans cette enquête, la littératie est considérée comme un tout « mesuré à l'aide d'une seule échelle, qui englobe non seulement la lecture de textes suivis et de textes schématiques, mais aussi celle de textes numériques (par exemple, des pages de sites Web, des pages de résultats générées depuis des moteurs de recherche, etc.) et de textes au format mixte » (Desrosiers & al., 2015, p. 41). Cette caractéristique fait une grande place à la littératie médiatique et comporte une dimension bien concrète au regard du rôle que peut jouer le numérique dans le développement des individus et des collectivités, notamment dans les milieux dévitalisés, par la pratique de la lecture, de l'écriture et de la communication orale.

Un enjeu économique est aussi étroitement relié au développement de la littératie. D'une part, concernant les individus, le revenu médian du ménage chez les personnes classées dans la catégorie inférieure des compétences en littératie était de 49 700 \$, en comparaison de 84 600 \$ pour les personnes classées dans les deux catégories supérieures (niveau 4 et niveau 5) (Statistique Canada, 2016).

2.3. Le capital culturel

La littératie est une notion qui est au centre du développement culturel, car ces deux éléments sont liés et leur complémentarité est nécessaire (Dumais, 2011; Grenfell, 2009). En ce sens, dans sa définition de la culture, Edgar Morin (1995) la présente comme un phénomène qui « fournit des points d'appui et d'incarnation pratiques à la vie imaginaire, des points d'issue et de cristallisation imaginaire à la vie pratique » (p. 677). Ainsi, le lien unissant culture et éducation est assurément très fort.

La notion de capital culturel, issue des travaux en sociologie (Bourdieu, 1979, 1996; Bourdieu & Passeron, 1964, 1970) désigne donc ces points d'appui comme un ensemble de ressources dont un individu dispose (Détrez, 2005, Serre, 2012). Cette notion met de l'avant les trois dimensions qui définissent le capital culturel : 1- Le capital incorporé, exprimé à travers les valeurs et les pratiques (Habitus) d'un individu. 2- Le capital institutionnel, concrétisé à travers les niveaux d'étude et les reconnaissances scolaires tels les diplômes. 3- Le capital objectivé représenté par les objets culturels et les lieux de médiation qui permettent à la culture de prendre forme. Notre étude est davantage orientée vers la dimension du capital objectivé puisque les lieux de culture constituent sont en lien direct avec la vie pratique réelle. En effet, une enquête menée dans plusieurs communautés rurales montre comment le capital culturel est devenu une condition d'accès à la scène politique municipale et a permis à une petite culture en plein essor, du fait de l'évolution du marché de l'emploi local, de se notabiliser et de conquérir les postes de pouvoir municipaux (Bruneau & Renahy, 2012, dans Serre, 2012, p. 7).

Dans le même ordre d'idées, Fernand Dumont (1968) met l'accent sur la dimension sociale de l'objet culturel et de sa médiation. En ce sens, le rôle que peut jouer une infrastructure culturelle dans le développement durable des communautés (Kangas, Duxbury & De Beukelaer, 2018) est fondamental dans la mesure où des individus sont appelés à réaliser et à transmettre des objets culturels pour se définir (Dumont, 1968). Or, plusieurs études confirment que « l'infrastructure physique n'est pas un produit de la culture en soi, mais plutôt un soutien à la culture » (Bernier & Marcotte, 2010; Statistique Canada, 2011). Cela va dans le sens de la vision de l'Unesco qui établit l'infrastructure culturelle comme un vecteur important de l'accès à la culture. C'est pourquoi nous avons défini l'infrastructure culturelle comme un lieu physique ayant une assez longue durée de vie et pivotant

différents services : chaînes de courriels, bases de données, de capacités organisationnelles et généralement appuyées par des technologies de l'information et misant sur le numérique (Bernier et Marcotte, 2010). La définition proposée par Statistique Canada est encore plus précise : L'infrastructure physique comprend les structures bâties, les emplacements et les locaux qui hébergent les studios d'enregistrement, les salles de spectacle, les salles de répétition, les studios de cinéma, les laboratoires de conservation, les studios, les salles d'exposition, les entrepôts et d'autres installations de production et de formation [...] (Statistique Canada, 2011b)

En somme, l'infrastructure culturelle apparaît comme un objet au sens large, une force motrice de développement personnel, social, économique et culturel. À ce propos, Durbuy & Jeannotte (2011) font une synthèse des recherches qui portent précisément sur le rôle des espaces culturels :

[...] les communautés sont des lieux socialement et culturellement construits, incarnées et reflétées dans leurs formes et leurs espaces physiques [...]. Les processus artistiques jouent un rôle important dans la transition de la société vers une base plus durable : ils peuvent créer de nouveaux espaces de dialogue; permettre de nouvelles façons de penser, de communiquer et de développer des compétences [...] et catalyser des changements de conscience sociétale, augmentant à la fois la conscience et la connaissance – contribuant collectivement à la transformation des individus et des communautés au fil du temps. Les lieux physiques dans lesquels ces processus peuvent être encouragés figurent également en bonne place [...]; [des] « espaces créatifs » dans lesquels on peut découvrir et développer son potentiel créatif et ses capacités de citoyenneté culturelle; des espaces où les gens « s'ouvrent à l'émergence de nouvelles idées » (Worts, 2006).; des espaces qui favorisent les échanges sociaux à travers des activités artistiques inclusives. L'accent est mis sur la répartition géographique de ces centres et équipements culturels [...] (traduction., p. 6)

Nous retenons que ces infrastructures se définissent généralement comme des lieux structurants qui favorisent l'accès à la culture. La présence « physique » de l'infrastructure la rend donc essentielle, et son absence est visible : elle n'existe pas.

3. Méthodologie

La démarche de Jones (2004) nous montre la réalisation d'un portrait de la situation éducative et culturelle et semble incontournable pour mieux comprendre le phénomène de la littératie en milieu rural dévitalisé.

3.1 Un cas représentatif : la MRC de L'Islet

Au moyen de l'étude de cas (Anadón, 2006; Karsenti & Demers, 2011; Yin, 2003), notre étude vise à mieux comprendre un phénomène à partir d'un cas représentatif. Pour ce faire, des données essentiellement quantitatives contenues dans les différents rapports d'institutions publiques sont déjà connues et accessibles. De nouvelles données qualitatives sont mises à profit dans l'élaboration de la présente démarche.

3.1.1. L'échantillon

La population impliquée dans ce projet est d'abord celle habitant la MRC de L'Islet. Notre analyse porte toutefois sur des aspects précis, ce qui signifie d'impliquer différents intervenants responsables de l'ensemble d'un territoire (MRC, CISSS, CSS). Ces participants sont des professionnels, enseignants, conseillers pédagogiques, intervenants, etc., ou des non professionnels comme des parents, qui doivent jouer un rôle important dans le parcours des enfants (tableau 2). Précisons qu'un équilibre doit être maintenu concernant certaines caractéristiques des participants : la provenance, l'âge, l'expérience et le genre. Considérant la prédominance du genre féminin dans certaines institutions scolaires, il est difficile d'atteindre la parité. Néanmoins, le genre masculin constitue environ 30% des participants que nous avons ciblés. La répartition géographique est également un élément important de l'échantillonnage.

Tableau 2 : Participants ciblés (entretiens)

Institutions publiques	Écoles	Parents	CPE/Organismes communautaires
Municipalité régionale de comté (MRC)	Direction	Ayant des enfants au primaire et au secondaire	Éducatrices
Centre intégré de santé et des services sociaux (CISSS)	Enseignants du primaire et du secondaire		Intervenantes communautaires
Commission scolaire - Conseillers pédagogiques - Spécialistes	Spécialistes		Animation culturelle

3.1.2. La collecte et l'analyse des données

La collecte de nouvelles données qualitatives consiste d'abord à rassembler des indicateurs de tous les domaines dans le but d'établir des relations et modéliser le phénomène de la littératie en milieu rural dévitalisé, et ce, en précisant quels sont les facteurs déterminants dans l'analyse de la situation problématique. Ensuite, afin d'approfondir notre compréhension du phénomène, il s'agit de procéder à des entretiens individuels semi-dirigés avec des acteurs locaux (organismes de développement économique, hôpitaux), des enseignants des écoles primaires et secondaires, des membres de la direction d'écoles, ainsi qu'avec des conseillers pédagogiques de la commission scolaire, des spécialistes (ex. : orthopédagogues), des intervenants communautaires locaux liés à l'éducation populaire et des animateurs culturels. Les participants devront décrire oralement les situations vécues auprès des élèves et de la population en général à partir de questions tirées directement de la problématique, du cadre conceptuel et des données quantitatives disponibles. Les réponses seront transcrites puis analysées au moyen d'un codage thématique qui permettra la formulation de synthèses (Paillé & Muchielli, 2009). En tenant compte des effectifs présents sur le terrain, nous avons identifié de 20 à 25 participants potentiels pour le territoire d'une MRC.

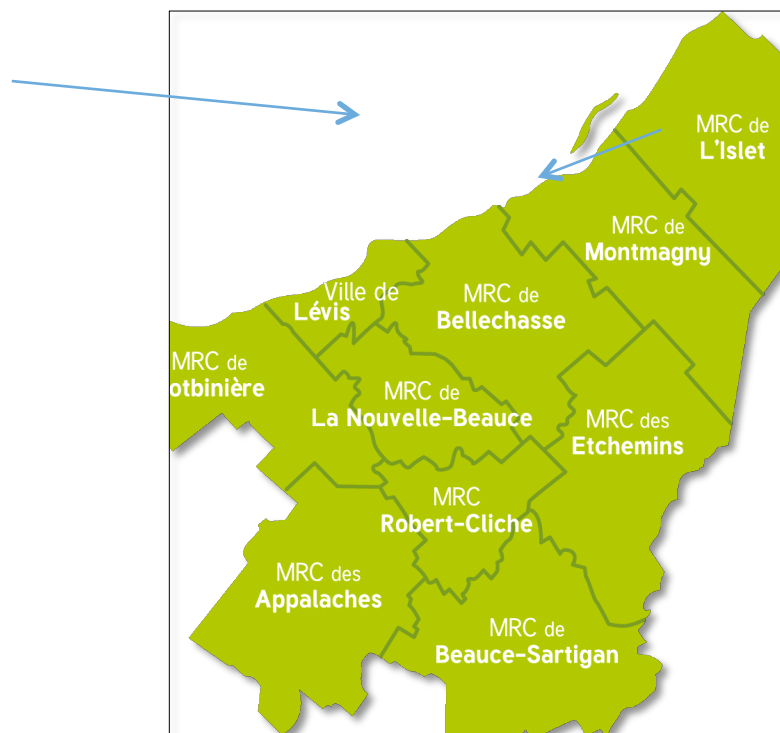
4. Résultats

Une importante recension des écrits a été effectuée, et ce, dans plusieurs champs qui ne sont pas naturellement reliés entre eux dans la recherche en éducation. Précisément, la mise en commun des données quantitatives et qualitatives disponibles dans différents rapports, la prise en compte des besoins locaux exprimés par les participants aux entretiens ont permis de proposer un portrait éducatif et culturel de la MRC de L'Islet.

4.1 Sélection du territoire et du projet

Située dans la région Chaudière-Appalaches, la municipalité régionale de comté (MRC) de L'Islet est située sur la Rive-Sud du fleuve Saint-Laurent à l'est de la ville de Québec. Sa superficie est de 2099 km² et sa population était de 17673 en 2021. Le taux de taux de travailleurs de 25-64 ans est de 77,6% (2019) et le revenu disponible par habitant est de 27028\$ (ISQ, 2021, Statistique Canada 2017a, 2017b).

Fleuve Saint-Laurent



Source : Institut de la statistique du Québec. Région administrative 12 - Chaudière-Appalaches (https://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/profil12/societe/culture/nbr_organisme12.htm).

Par exemple, concernant la démographie, si on considère la population totale de la MRC de L'Islet depuis 2006, on remarque une tendance à la baisse : entre 2006 et 2016, la population de la MRC de L'Islet est passée de 18902 à 17798 personnes (-5,8%) (ISQ, 2018a). En 2021, la population du territoire est de 17673 personnes (ISQ, 2021).

Tableau 3 : Variation de la population dans la MRC de L'Islet (2006-2021)

2006	18 902
2011	18 517
2016	17 798
2021	17 673

Concernant le défi du vieillissement de la population, en 2016, l'âge médian de la MRC de L'Islet était de 52,1 ans, (Statistique Canada, 2017b), de 44,5 ans pour la région Chaudière-Appalaches et de 42,4 ans pour l'ensemble du Québec (ISQ, 2020). Les enjeux identifiés plus haut touchent particulièrement ce territoire qui est confronté à plusieurs défis à la démographie, à la littératie et à la scolarité, surtout si on les compare à l'ensemble du Québec ou par rapport à la région Chaudière-Appalaches.

4.2. Les indicateurs multisectoriels

La problématique à l'origine de cette démarche comporte des dimensions propres à des domaines variés : éducation, culture, santé, développement régional, ruralité et développement social. C'est pourquoi l'enjeu au centre de notre démarche se veut complexe et il apparaît souhaitable que l'analyse de la situation tienne compte de tous les facteurs qui y sont associés. Pour ce faire, nous avons choisi de tenir compte d'indicateurs multisectoriels qui témoignent du contexte socioéconomique dans lequel se développe la littératie en milieu rural dévitalisé. Ces indicateurs sont eux-mêmes composés de différents indices et sont utilisés pour intervenir dans différents domaines. Pour la présente recherche, nous avons choisi de les utiliser à la fois pour sélectionner le cas représentatif et pour la sélection des participants, eux-mêmes issus de différents champs d'expertise. Finalement, les indicateurs multisectoriels ont servi lors de la formulation des questions d'entretiens.

A) L'indice de vitalité économique

Depuis 2002 jusqu'à 2018, l'Institut de la Statistique du Québec a conçu un indice de vitalité économique pour mieux connaître et mesurer l'état de santé de chaque territoire (MRC) et de chaque municipalité de la province :

L'indice de vitalité économique des territoires représente la moyenne géométrique des variables normalisées de trois indicateurs, à savoir le taux de travailleurs, le revenu total médian des particuliers et le taux d'accroissement annuel moyen de la population sur cinq ans. Ces indicateurs représentent chacun une dimension essentielle de la vitalité, soit respectivement le marché du travail, le niveau de vie et la dynamique démographique. (ISQ, 2021)

Ces différents facteurs servent d'abord à classer l'ensemble des territoires du Québec. Ainsi, des MRC ayant l'indice de vitalité le plus élevé se situent à +24,3 alors que les MRC dites dévitalisées affichent un taux négatif qui peut aller jusqu'à -21,2. La MRC de L'Islet affichait un taux négatif, soit un indice de vitalité de -4,25 et apparaît au 73^e rang sur 104 MRC (ISQ, 2021). Dans le territoire, des municipalités ont également un indice de vitalité allant de -10,24 à 3 (tableau 4) :

Tableau 4: indice de vitalité économique dans la MRC de L'Islet (2018)

Saint-Aubert	3	Saint-Pamphile	-3,27
Saint-Jean-Port-Joli	1,76	Sainte-Perpétue	-4,25
L'Islet	1,15	Saint-Damase	-5,28
Saint-Roch-des-Aulnaies	0,62	Sainte-Félicité	-5,31
Sainte-Louise	0,56	Saint-Cyrille	-5,42
		Saint-Adalbert	-8,43
		Saint-Omer	-9,31
		Saint-Marcel	-10,12
		Tourville	-10,24

Source : ISQ, 2021, <https://statistique.quebec.ca/fr/document/indice-de-vitalite-economique-des-territoires>

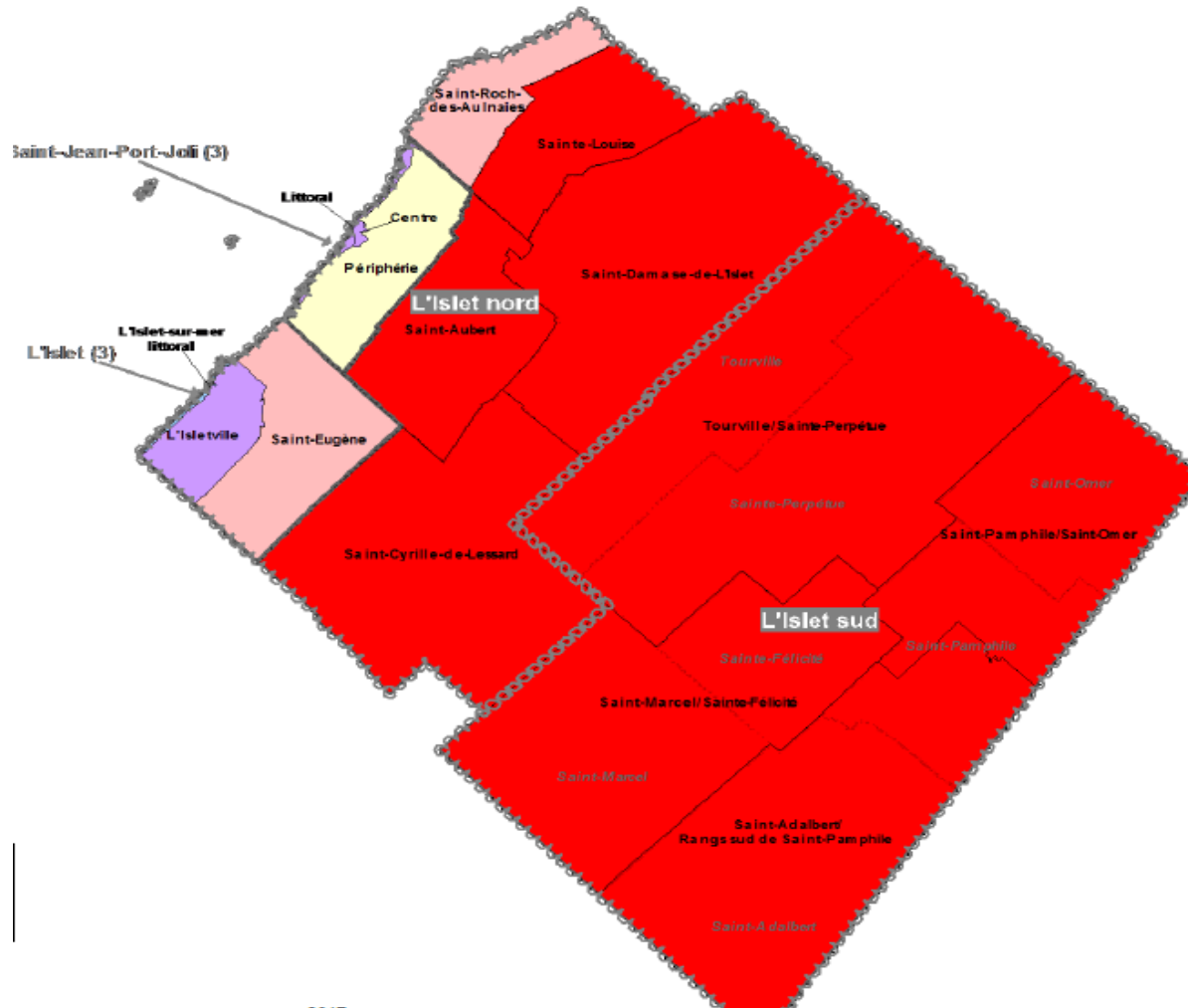
Une tendance apparaît clairement : les municipalités les plus dévitalisées sont toutes situées dans la portion nord de la MRC. En effet, celles qui affichent un indice de vitalité positif sont les localités qui bordent le fleuve Saint-Laurent ou qui en sont le plus près.

B) L'indice de défavorisation matérielle et sociale

Soucieuse de dresser un portrait nécessaire entre autres au développement social (Simard, Benazera, Boyer & Charland, 2016), la santé publique a mis sur pied un portrait des communautés locales de chaque région. Cette caractérisation des communautés dans le domaine de la santé et des services sociaux montre que plusieurs communautés locales de la MRC de L'Islet apparaissent à un niveau « élevé » ou « très élevé » par rapport aux autres communautés de la région Chaudière-Appalaches, notamment en ce qui concerne l'indice de défavorisation matérielle et sociale (tableau 4). Cet indice est lui-même constitué à partir de différentes composantes matérielles et sociales telles que définies par Statistique Canada (CISSSCA, 2017, p. 20-43) :

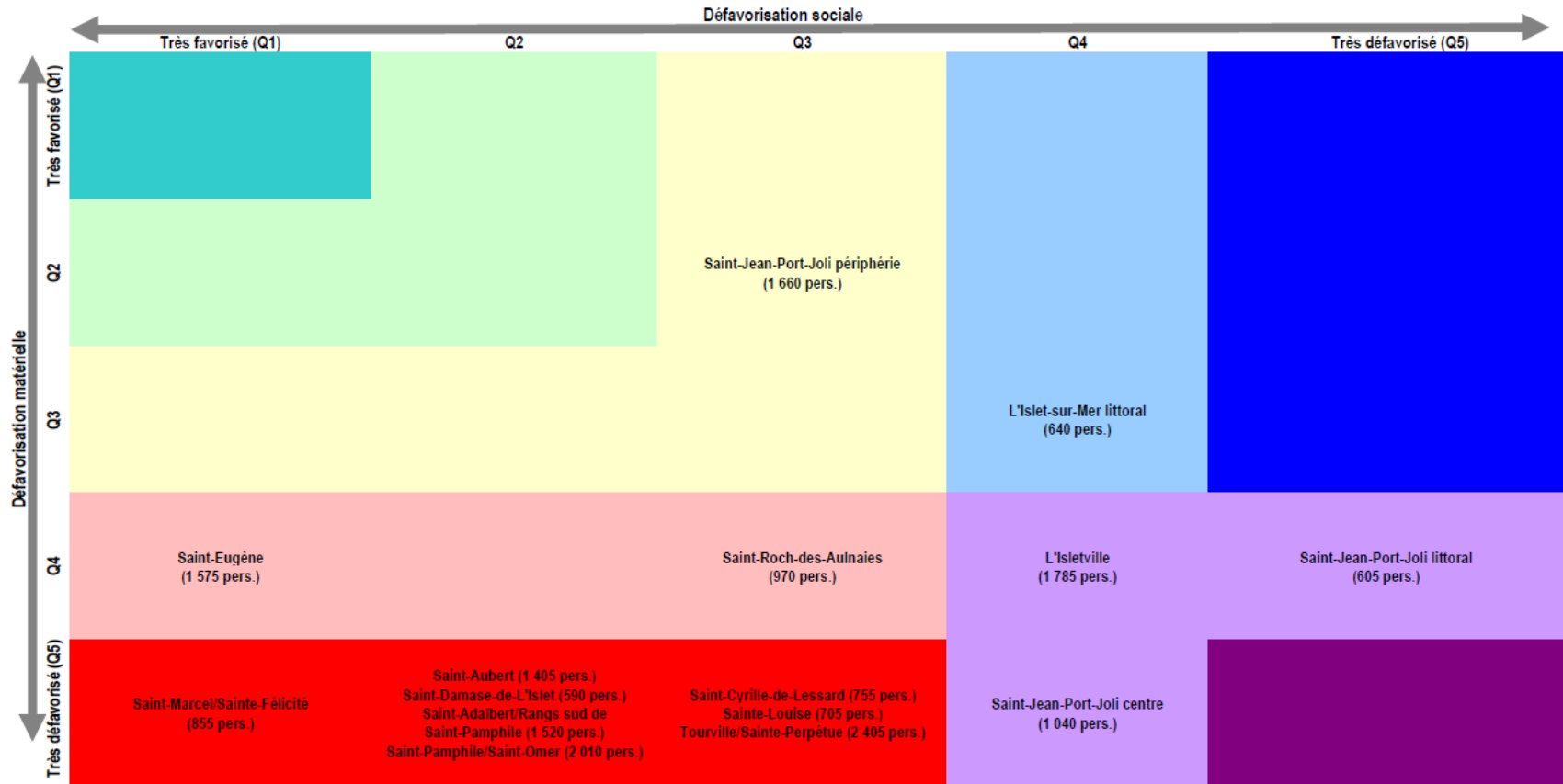
- Inoccupation : pourcentage de la population totale âgée de 15 ans et plus non occupée, c'est-à-dire (a) ne faisant pas un travail rémunéré pour un employeur ou à son propre compte ou (b) qui avaient un emploi, mais n'étaient pas au travail à cause d'une maladie ou d'une incapacité, pour obligations personnelles ou familiales, pour des vacances ou à la suite d'un conflit de travail.
- Aucun certificat, diplôme ou grade : fait référence à l'absence de diplôme ou de qualification reconnue.
- Revenu personnel moyen des particuliers : désigne le montant en dollars obtenu en divisant le revenu total de tous les particuliers âgés de 15 ans et plus ayant déclaré un revenu par le nombre de particuliers ayant un revenu.
- Personnes vivant seules : désigne celles qui vivent dans un ménage privé sans personne apparentée ou personne non apparentée. La proportion est calculée parmi la population totale de 15 ans et plus.
- Personnes séparées, divorcées ou veuves : fait référence à l'état matrimonial de la personne selon la loi : [...] On entend par séparé(e) : une personne mariée, mais qui ne vit plus avec son conjoint ou sa conjointe (pour une raison autre que la maladie, le travail ou les études) et qui n'a pas obtenu de divorce. On entend par divorcé(e) : une personne qui a obtenu un divorce légal et qui ne s'est pas remariée. On entend par veuf ou veuve : une personne dont le conjoint ou la conjointe est décédé(e) et qui ne s'est pas remariée. La somme de ces trois catégories compose l'indicateur. La proportion est calculée parmi la population de 15 ans et plus.
- Familles monoparentales : Une famille de recensement composée de la situation suivante : un parent seul, peu importe son état matrimonial, demeurant avec au moins un enfant.

Figure 2 : Indice défavorisation matérielle et sociale, pour les 15 communautés locales du territoire de la MRC de L'Islet, en 2011 (lorsque comparées aux 236 communautés locales de la région de la Chaudière-Appalaches)



Source : Caractérisation des communautés locales de Chaudière-Appalaches 2016-2017 Recueil de données sociodémographiques, économiques et de l'indice de défavorisation matérielle et sociale – p. 38. (CISSCA, 2017).

Tableau 5 : Communautés locales du territoire de la MRC de L'Islet selon leur positionnement à l'indice de défavorisation matérielle et sociale, en 2011 (lorsque comparées aux 236 communautés locales de la région de la Chaudière-Appalaches)



Source : Caractérisation des communautés locales de Chaudière-Appalaches 2016-2017 Recueil de données sociodémographiques, économiques et de l'indice de défavorisation matérielle et sociale – p. 39. (CISSCA, 2017).